

Audience publique du 5 juillet 2006

=====

Recours formé par
Monsieur ..., ...
contre un bulletin d'impôt émis par le bureau d'imposition Luxembourg 6
en matière d'impôt sur le revenu

JUGEMENT

Vu la requête inscrite sous le numéro 20824 du rôle et déposée au greffe du tribunal administratif le 22 décembre 2005 par Monsieur ..., ingénieur technicien, demeurant à L-..., tendant à la réformation sinon à l'annulation d'un bulletin de l'impôt sur le revenu rectificatif pour l'année 1995, émis le 4 mai 2005 par le bureau d'imposition Luxembourg 6 à l'égard de sa défunte mère, Madame ... ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif le 22 mars 2006 ;

Vu le mémoire en réplique déposé au greffe du tribunal administratif le 29 mars 2006 par Monsieur ... ;

Vu les pièces versées en cause et notamment le bulletin entrepris ;

Le juge-rapporteur entendu en son rapport, ainsi que Monsieur ... et Monsieur le délégué du gouvernement Jean-Marie KLEIN en leurs plaidoiries respectives.

Le 4 mai 2005, le bureau d'imposition Luxembourg 6 de la section des personnes physiques du service d'imposition de l'administration des Contributions directes, ci-après désigné par le « *bureau d'imposition* », émit à l'égard de la défunte mère de Monsieur ..., Madame ..., un bulletin de l'impôt sur le revenu pour l'année 1995 rectificatif « *svt jugement du tribunal administratif* ».

Par courrier du 11 mai 2005, Monsieur ... introduisit auprès du directeur de l'administration des Contributions directes, désigné ci-après par le « *directeur* », une réclamation à l'encontre du prédit bulletin d'impôt du 4 mai 2005, en reprochant au bureau d'imposition d'avoir émis ledit bulletin d'impôt, alors que le bulletin d'impôt sur le revenu rectificatif pour la même année 1995, émis le 19 juin 2003 à l'égard de sa mère, aurait été annulé par un jugement du tribunal administratif du 14 octobre 2004, n° 17713 du rôle, en raison de la prescription quinquennale de la créance fiscale relativement à l'année 1995.

En l'absence d'une décision directoriale à la suite de ladite réclamation, Monsieur ... a fait introduire, par requête déposée le 22 décembre 2005, un recours contentieux tendant à la réformation sinon à l'annulation du prédit bulletin d'impôt sur le revenu rectificatif pour l'année 1995, émis le 4 mai 2005.

Conformément aux dispositions combinées du paragraphe 228 de la loi générale des impôts du 22 mai 1931, appelée « *Abgabenordnung* », en abrégé « *AO* », et de l'article 8 (3) 1. de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif, le tribunal administratif est appelé à statuer comme juge du fond sur un recours dirigé contre un bulletin d'impôt sur le revenu en cas de silence du directeur durant plus de six mois suite à une réclamation dûment introduite par le contribuable. Le tribunal a partant compétence pour connaître du recours en réformation dirigé contre ledit bulletin d'impôt sur le revenu du 4 mai 2005. Le recours subsidiaire en annulation est dès lors irrecevable.

A travers sa requête, le demandeur conclut à la réformation du bulletin d'impôt sur le revenu rectificatif pour l'année 1995 en renvoyant « *aux motifs tels qu'établis par lui moyennant sa réclamation réf. : P-2003/6 du 11.05.2005 déposée à la même date au bureau 310 de la direction des contributions – cf. : pièce No 2 – ainsi qu'à la fois aux montants tels que mentionnés à travers la déclaration pour l'impôt sur le revenu de l'année 1995 déposée au mois de février 1997 au bureau d'imposition directe Luxembourg 6 y compris les pièces justificatives y relatives annexées, comme aux décisions mentionnées au dispositif et, le cas échéant, à travers le corps du jugement du Tribunal administratif du 14.10.2004 No 17713 du rôle* ». Il précise encore que le montant de 67.611 LUF (81.612 - 14.001) renseigné au bulletin d'impôt litigieux « *laisse d'être motivé par le préposé* ».

Le délégué du gouvernement soulève principalement le moyen d'irrecevabilité de la demande en réformation tiré du libellé obscur de la requête introductive d'instance, en faisant valoir que la requête introductive d'instance ne contiendrait pas « *des conclusions précises et des motifs à l'appui pour permettre à l'Etat de prendre position* », et qu'elle serait « *inintelligible* » au vu des nombreux renvois à des documents qui ne seraient pas joints à la requête. Il ajoute que la seule indication précise contenue dans la requête concernerait un montant de 60.611 LUF qui ne figurerait pourtant pas dans le bulletin d'impôt critiqué.

Dans son mémoire en réplique, le demandeur soutient sur ce point qu'il aurait agi de la même manière que dans des affaires qu'il aurait introduites précédemment, que les pièces utiles auraient été jointes à la requête introductive d'instance dont elles feraient partie intégrante, de sorte que l'exception de libellé obscur soulevée par le délégué du gouvernement ne serait pas fondée. Il fait encore valoir que le moyen

d'irrecevabilité du délégué du gouvernement constituerait une « *astuce supplémentaire* », laquelle n'aurait pas été soulevée dans les affaires précédentes, de sorte qu'elle serait irrecevable sinon non fondée.

Conformément aux dispositions de l'article 1^{er} de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives, la requête introductive d'un recours devant le tribunal administratif doit contenir notamment l'exposé sommaire des faits et des moyens invoqués, ceci afin de mettre le tribunal en mesure de cerner le débat juridique que le demandeur entend voir engager pour évaluer la légalité de la décision litigieuse.

En l'espèce, force est de constater que le demandeur, au-delà des renvois à sa réclamation et à la déclaration d'impôt pour l'année 1995 ensemble les pièces justificatives y annexées, se réfère également dans sa requête au jugement du tribunal administratif du 14 octobre 2004, n° 17713 du rôle, qui a annulé le bulletin de l'impôt sur le revenu rectificatif pour l'année 1995 émis par le bureau d'imposition Luxembourg 6 le 19 juin 2003 à l'égard de Madame ... en retenant que la prescription quinquennale était acquise depuis le 1^{er} janvier 2001 et constituait partant un obstacle légal à l'établissement d'un bulletin rectificatif fixant une cote d'impôt supérieure à celle du bulletin d'impôt initial. Or, ce faisant, le demandeur se prévaut de la prescription quinquennale de la créance fiscale relativement à l'année 1995 qui interdirait l'émission de nouveaux bulletins, de sorte que la requête suffit dans cette mesure aux exigences quant à la forme de l'article 1^{er} de la loi précitée du 21 juin 1999. Le moyen d'irrecevabilité pour cause de libellé obscur laisse partant d'être fondé.

Le recours en réformation ayant par ailleurs été introduit dans les délais de la loi, il est recevable.

En ce qui concerne le moyen nouveau soulevé oralement par le demandeur lors des plaidoiries à l'audience concernant le mandat du délégué du gouvernement pour représenter l'administration des Contributions directes, il y a lieu de rappeler que la procédure devant les juridictions administratives est essentiellement écrite, de sorte que le juge ne peut prendre en considération que les moyens et conclusions fournis par écrit dans les mémoires, sauf le cas, vérifié en l'espèce, d'un moyen d'ordre public, s'agissant plus précisément du mandat de représentation du délégué du gouvernement.

Le moyen afférent est cependant à écarter comme non fondé, étant donné que la partie défenderesse n'est pas en l'espèce l'administration des contributions directes, mais l'Etat lequel a la possibilité de se faire représenter en justice tant par l'intermédiaire d'un délégué du gouvernement que par l'intermédiaire d'un avocat à la Cour. Il s'ensuit que le délégué du gouvernement en tant que représentant de la partie défenderesse publique représente valablement l'Etat dans la présente affaire.

Quant au fond, tel que relevé ci-avant, le demandeur, en se référant au jugement du 14 octobre 2004, n° 17713 du rôle, se prévaut de la prescription quinquennale de la créance d'impôt à l'égard de sa mère relativement à l'année 1995 pour contester la légalité de l'émission du bulletin d'impôt rectificatif du 4 mai 2005 au titre de la même année d'imposition 1995.

Force est de constater que ledit jugement a retenu que le délai spécial de prescription de dix ans en cas de non-déclaration ou d'impositions supplémentaires intervenant en cas de déclaration inexacte ou incomplète n'était pas applicable pour l'année 1995, de sorte que la prescription quinquennale, dont le délai avait commencé à courir le 1^{er} janvier 1996 conformément à l'article 10 de la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes et des cotisations d'assurance sociale, était acquise depuis le 1^{er} janvier 2001 et constituait partant un obstacle légal à l'établissement d'un bulletin rectificatif fixant une cote d'impôt supérieure à celle du bulletin d'impôt initial. Or, tout comme à l'époque dudit jugement, la prescription quinquennale s'opposait à l'émission d'un bulletin rectificatif de l'impôt sur le revenu pour l'année 1995, elle constitue, *a fortiori*, un obstacle légal à l'émission du bulletin de l'impôt sur le revenu déferé pour la même année fiscale 1995.

Il s'ensuit que le bulletin d'impôt entrepris du 4 mai 2005 encourt l'annulation, sans qu'il y a lieu de renvoyer l'affaire au directeur de l'administration des Contributions directes en vue de sa transmission au bureau d'imposition compétent, la prescription quinquennale acquise s'opposant à l'émission d'un nouveau bulletin d'impôt pour l'année 1995.

Dans la mesure où le bulletin d'impôt déferé encourt l'annulation, la demande formulée par le demandeur dans son mémoire en réplique en vue de voir enjoindre à l'administration des Contributions directes de produire le dossier fiscal, est à rejeter comme étant superfétatoire.

La demande de Monsieur ... tendant à se voir allouer une indemnité de procédure d'un montant de 250.- euros sur base de l'article 33 de la loi précitée du 21 juin 1999 est à rejeter, dans la mesure où les conditions légales ne sont pas remplies en l'espèce.

Par ces motifs,

le tribunal administratif, deuxième chambre, statuant à l'égard de toutes les parties ;

reçoit le recours en réformation en la forme ;

au fond, le déclare justifié ;

partant, dans le cadre du recours en réformation introduit, annule le bulletin de l'impôt sur le revenu rectificatif pour l'année 1995 émis le 4 mai 2005 par le bureau d'imposition Luxembourg 6 à l'égard de Madame ... ;

rejette la demande en allocation d'une indemnité de procédure ;

condamne l'Etat aux frais.

Ainsi jugé par :

M. Schroeder, premier juge,
M. Spielmann, juge,
Mme Gillardin, juge,

et lu à l'audience publique du 5 juillet 2006 par le premier juge, en présence de M.
Legille, greffier.

Legille

Schroeder